

KAPITEL II — *Dekonzentrierte Direktionen**Abschnitt 1 — Zuständigkeiten*

Art. 12 - Die dekonzentrierten Gerichtspolizeidirektionen nehmen folgende Aufträge wahr:

1. gemäß Artikel 105 § 1 des Gesetzes vom 7. Dezember 1998 zur Organisation eines auf zwei Ebenen strukturierten integrierten Polizeidienstes, Ausführung der spezialisierten gerichtspolizeilichen Aufträge,
2. Umsetzung des nationalen Sicherheitsplans und Folgemaßnahmen zu diesem Plan,
3. funktionelle Verwaltung der gerichtspolizeilichen Informationen,
4. subsidiär: Sammlung und Verarbeitung der Informationen in Bezug auf die Ausführung spezialisierter verwaltungspolizeilicher Aufträge,
5. lokale Verwaltung der Informanten gemäß Artikel 47*decies* § 3 des Strafprozessgesetzbuches,
6. Koordinierung der Anträge auf operative Unterstützung, die in ihre Zuständigkeit fallen,
7. Direktion, Koordinierung und Unterstützung in den Bereichen, die in ihre Zuständigkeit fallen,
8. Überwachung der Beteiligung der lokalen Polizei an den lokalen Aufträgen mit föderalem Charakter,
9. in Zusammenarbeit mit den dekonzentrierten Koordinations- und Unterstützungsdirektionen, Beitrag zu einer integralen und integrierten Vorgehensweise in Sachen Sicherheitsphänomene.

Abschnitt 2 — Organisation

Art. 13 - Die dekonzentrierten Gerichtspolizeidirektionen umfassen:

1. den Dienst Einsatzleitung und -koordination,
2. Dienste für spezialisierte Fahndung,
3. in den dekonzentrierten Direktionen von Antwerpen, Brüssel, Charleroi/Mons, Ostflandern und Lüttich, spezialisierte Fahndungseinheiten in Sachen Terrorismus, organisierte Wirtschafts- und Finanzkriminalität, Steuerhinterziehung, Sozialbetrug und IKT-Kriminalität,
4. das kriminaltechnische und -wissenschaftliche Labor,
5. Dienste für operative Unterstützung.“

Art. 2 - Die Inhaber der im vorliegenden Erlass erwähnten Direktionen sind dafür zuständig, die am Tag vor demjenigen des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses laufenden Verfahren fortzusetzen.

Art. 3 - Vorliegender Erlass tritt am 1. Oktober 2014 in Kraft.

Art. 4 - Der für Inneres zuständige Minister und der für Justiz zuständige Minister sind, jeder für seinen Bereich, mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Gegeben zu Brüssel, den 23. August 2014

PHILIPPE

Von Königs wegen:

Der Vizepremierminister und Minister des Innern und der Chancengleichheit

M. WATHELET

Die Ministerin der Justiz

Frau M. DE BLOCK

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR
ET SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C – 2015/00608]

6 DECEMBRE 2015. — Arrêté royal relatif aux conseillers en sécurité et en protection de la vie privée et à la plate-forme de la sécurité et de la protection des données

RAPPORT AU ROI

Sire,

La loi du 18 mars 2014 relative à la gestion de l'information policière et modifiant la loi sur la fonction de police, la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel et le Code d'instruction criminelle, porte notamment sur la gestion des données à caractère personnel et des informations par les services de police.

Cette loi modificative vise à améliorer tant l'efficacité de la gestion de l'information policière que la protection de la vie privée des citoyens à l'égard du traitement des informations par les services de police.

Les avancées technologiques offrent de nouvelles perspectives dans le travail quotidien des policiers mais, en même temps, elles créent de nouveaux risques pour la sécurité et pour la vie privée des individus.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN
EN FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C – 2015/00608]

6 DECEMBER 2015. — Koninklijk besluit betreffende de consulenten voor de veiligheid en de bescherming van de persoonlijke levenssfeer en het platform voor de veiligheid en de bescherming van de gegevens

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

De wet van 18 maart 2014 betreffende het politie-informatiebeheer en tot wijziging van de wet op het politieambt, de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens en het Wetboek van strafvordering heeft in het bijzonder betrekking op het beheer van de persoonsgegevens en van informatie door de politiediensten.

Deze wijzigingswet heeft tot doel zowel de doeltreffendheid van het politie-informatiebeheer als de bescherming van de persoonlijke levenssfeer van de burgers te verbeteren ten opzichte van de informatieverwerking door de politiediensten.

De technologische vooruitgang biedt nieuwe perspectieven in het dagelijkse werk van de politiemensen maar creëert tegelijkertijd nieuwe risico's voor de veiligheid en voor de persoonlijke levenssfeer van het individu.

Face à ces nouveaux défis, l'Union européenne entame une réforme visant à renforcer le cadre législatif en matière de protection des données. De nouvelles obligations sont dès lors, à prévoir, entre autres, au sein de l'organisation policière. Dans ce cadre, une attention particulière doit être accordée à des mesures structurelles, organisationnelles, physiques et techniques afin de remplir les objectifs de la loi et des travaux européens.

C'est la raison pour laquelle le législateur prévoit la désignation d'un conseiller en sécurité et en protection de la vie privée auprès de chaque zone de police et chaque entité concernée de la police fédérale qui traite des données à caractère personnel et des informations au sens de la loi. Le conseiller en sécurité et en protection de la vie privée assiste et conseille l'autorité compétente que ce soit le chef de corps ou l'autorité désignée pour la police fédérale dans tous les aspects de la sécurité de l'information et de la protection de la vie privée. Cette désignation s'inscrit dans la lignée des exigences de transparence et de prévisibilité du texte de la loi.

CONSIDERATIONS GENERALES

Une vision pratique est privilégiée lors de la sélection du conseiller en sécurité et en protection de la vie privée.

D'une part, la mesure de l'implication du conseiller dans les missions qui lui sont attribuées dépend de la nature et du nombre de traitements mis en œuvre, de la taille de la zone ou de l'entité de la police fédérale dans laquelle il exerce sa fonction de sorte qu'un diplôme universitaire n'est pas forcément requis.

D'autre part, une personne peut être désignée pour plusieurs zones et/ou entités de la police fédérale. L'esprit de la loi étant en faveur de la souplesse, l'avantage principal d'un tel regroupement réside dans le lissage des coûts tout en maintenant un fonctionnement et des responsabilités séparées.

Et enfin, la plate-forme de la sécurité et de la protection des données permettra dans une certaine mesure d'apporter les connaissances adaptées au contexte policier et de favoriser le développement de ces connaissances tant dans le domaine de la sécurité de l'information que dans le domaine de la protection des données, par exemple, par l'échange de bonnes pratiques.

Le conseiller se voit confier des compétences dans le domaine de la sécurité de l'information et de la protection de la vie privée. Ses tâches se concentrent sur le traitement des informations policières en ce compris les données à caractère personnel. Dès lors, sa désignation ne relève pas de la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail.

Afin de répondre aux préoccupations de la Commission de la vie privée exprimées dans son avis n°47/2013 du 2 octobre 2013 pointant l'absence de la moindre mission liée à la protection de la vie privée dans l'avant-projet de loi sur la gestion de l'information policière, le présent projet d'arrêté royal s'efforce d'opérer le rééquilibrage nécessaire en attribuant de manière explicite un ensemble de compétences en matière de protection de la vie privée et dépassant ainsi le seul aspect relatif à la sécurité.

Le présent projet d'arrêté royal s'inspire tant des textes nationaux en vigueur que des initiatives au niveau européen. Parmi ceux-ci, on dénombre la loi du 20 décembre 2002 portant protection des conseillers en prévention, l'arrêté royal du 12 août 1993 organisant la sécurité de l'information dans les institutions de sécurité sociale, l'arrêté royal du 17 mars 2013 relatif aux conseillers en sécurité institués par la loi du 15 août 2012 relative à la création et à l'organisation d'un intégrateur de services fédéral, the survey on the function of Data Protection Coordinators at the European Commission General Report, la directive 95/46/CE du Parlement européen et du Conseil, du 24 octobre 1995, relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, la décision du Conseil du 6 avril 2009 portant création de l'Office européen de police (Europol), le règlement (CE) N° 45/2001 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2000 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions et organes communautaires et à la libre circulation de ces données, la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les autorités compétentes à des fins de prévention et de détection des infractions pénales, d'enquêtes et de poursuites en la matière ou d'exécution de sanctions pénales, et à la libre circulation de ces données et enfin, la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et

Gelet op die nieuwe uitdagingen, onderneemt de Europese Unie een hervorming om het wetgevend kader inzake gegevensbescherming te versterken. Nieuwe verplichtingen dienen derhalve te worden voorzien, onder andere binnen de politieorganisatie. In dit kader moet bijzondere aandacht worden geschonken aan structurele, organisatorische, fysieke en technische maatregelen om te voldoen aan de doelstellingen van de wet en van de Europese werkzaamheden.

Dit is de reden dat de wetgever voorziet in de aanstelling van een consultant voor de veiligheid en de bescherming van de persoonlijke levenssfeer in elke politiezone en elke betrokken entiteit van de federale politie die persoonsgegevens en informatie verwerkt in de zin van de wet. De consultant voor de veiligheid en de bescherming van de persoonlijke levenssfeer staat de bevoegde overheid bij, ongeacht of het gaat om de korpschef of om de voor de federale politie aangewezen overheid, en verstrekt zijn adviezen over alle aspecten van de informatieveiligheid en van de bescherming van de persoonlijke levenssfeer. Deze aanstelling ligt in de lijn van de vereisten inzake transparantie en voorzienbaarheid van de tekst van de wet.

ALGEMENE BESCHOUWINGEN

Er wordt voorrang gegeven aan praktisch inzicht bij de selectie van de consultant voor de veiligheid en de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

Eenzijds hangt de mate van betrokkenheid van de consultant in de opdrachten die hem worden toevertrouwd af van de aard en het aantal gerealiseerde verwerkingen, van de omvang van de zone of van de entiteit van de federale politie waarin hij zijn functie uitoefent zodat een universitair diploma niet absoluut noodzakelijk is.

Anderzijds kan één persoon worden aangewezen voor verschillende zones en/of entiteiten van de federale politie. Daar de geest van de wet soepelheid voorstaat, bestaat het belangrijkste voordeel van dergelijke groepering erin kosten te delen, met behoud van een aparte werking en verantwoordelijkheden.

En ten slotte biedt het platform voor de veiligheid en de bescherming van de gegevens in zekere mate de mogelijkheid om kennis te verschaffen, afgestemd op de politionele context en om de ontwikkeling van die kennis te bevorderen, zowel op het vlak van informatieveiligheid als op het vlak van gegevensbescherming, bijvoorbeeld door de uitwisseling van goede praktijken.

De consultant krijgt bevoegdheden toevertrouwd op het vlak van informatieveiligheid en bescherming van de persoonlijke levenssfeer. Zijn taken zijn gericht op de verwerking van politionele informatie, met inbegrip van de persoonsgegevens. Zijn aanstelling valt niet onder de toepassing van de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk.

Om tegemoet te komen aan de bekommernissen van de Privacycommissie die werden geuit in haar advies nr. 47/2013 van 2 oktober 2013 waarbij wordt benadrukt dat er geen enkele opdracht is die betrekking heeft op de bescherming van de persoonlijke levenssfeer in het voorontwerp van wet betreffende het politionele informatiebeheer, tracht dit ontwerp van koninklijk besluit het nodige evenwicht te herstellen door expliciet een reeks bevoegdheden toe te kennen inzake de bescherming van de persoonlijke levenssfeer en op die manier niet enkel het aspect beveiliging te voorzien.

Dit ontwerp van koninklijk besluit is zowel geïnspireerd op de vigerende nationale teksten als op de initiatieven op Europees niveau. Daartoe behoren de wet van 20 december 2002 betreffende de bescherming van de preventieadviseurs, het koninklijk besluit van 12 augustus 1993 houdende de organisatie van de informatieveiligheid bij de instellingen van sociale zekerheid, het koninklijk besluit van 17 maart 2013 betreffende de veiligheidsadviseurs ingevoerd door de wet van 15 augustus 2012 houdende oprichting en organisatie van een federale dienstenintegrator, the survey on the function of Data Protection Coordinators at the European Commission General Report, de richtlijn 95/46/EG van het Europees Parlement en de Raad van 24 oktober 1995 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens, het besluit van de Raad van 6 april 2009 tot oprichting van de Europese politiedienst (Europol), de verordening (EG) Nr. 45/2001 van het Europees Parlement en de Raad van 18 december 2000 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens door de communautaire instellingen en organen en betreffende het vrije verkeer van die gegevens, het voorstel voor een richtlijn van het Europees Parlement en de Raad betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens door bevoegde autoriteiten met het oog op de voorkoming, het onderzoek, de opsporing en de vervolging van strafbare feiten of de tenuitvoerlegging van strafrechtelijke sancties, en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en ten slotte, het voorstel voor een verordening van

à la libre circulation de ces données (règlement général sur la protection des données).

EXPLICATIONS COMPLEMENTAIRES PAR ARTICLE

Article 1^{er}. Parmi les définitions figurant dans cet article, la définition de traitement au sens du projet d'arrêté royal a une portée plus large que celle énoncée dans la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard du traitement des données à caractère personnel ci-après dénommée "loi vie privée". Tout comme le prévoit cette loi, le traitement vise toute opération ou ensemble d'opérations effectuées ou non à l'aide de procédés automatisés, telles que la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la conservation, l'adaptation ou la modification, l'extraction, la consultation, l'utilisation, la communication par transmission, la diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, le rapprochement ou l'interconnexion, ainsi que le verrouillage, l'effacement ou la destruction. Cependant, le projet d'arrêté royal ne limite pas ces opérations aux données à caractère personnel mais les étend également à l'ensemble des informations intéressantes à l'exercice de la police administrative et de la police judiciaire.

L'article 2 décrit de manière générale les missions du conseiller en sécurité et en protection de la vie privée. Vu la complexité croissante des règles dans le domaine de la sécurité de l'information et de la protection de la vie privée, il peut se révéler une assistance précieuse auprès de l'autorité compétente. Les missions du conseiller sont liées entre elles. En effet, c'est l'ensemble de ses missions qui lui permet d'assister de manière efficace l'autorité compétente amenée à se conformer à de nombreuses obligations légales. Ainsi, sa mission de contrôle est nécessaire à la formulation d'avis et de recommandations pertinents. Il peut également vérifier la conformité des traitements à la loi afin de constituer une documentation utile pour l'autorité compétente. En outre, par sa connaissance de la situation de la zone ou de l'entité concernée, il peut pleinement jouer un rôle de stimulateur.

En vertu de l'article 3, la personne désignée doit avoir une connaissance préalable dans la sécurité et la protection des données. Il est souhaitable qu'elle puisse exercer sa fonction pour une période suffisamment longue afin de pouvoir faire profiter l'organisation de police de son expérience. Afin de mener à bien ses missions, elle doit pouvoir suivre les formations nécessaires.

L'article 4 encadre les conflits d'intérêts. Parmi les diverses missions qu'il exerce, le conseiller effectue une mission de contrôle. C'est en tenant compte de cette mission que s'apprécie le conflit d'intérêts. Il ne peut à la fois être "le contrôleur et le contrôlé". Ainsi, sont visées les positions de leaders dans l'organisation dans le domaine de la sécurité et la protection des données ou bien celles qui ont pour objet de mettre en place les mesures de sécurité. Il en résulte par exemple que les fonctions qui ont un pouvoir de décision sur les caractéristiques techniques et les critères de sécurité du système d'information sont incompatibles avec celles du conseiller en sécurité et en protection de la vie privée. Par ailleurs, sans que cela ne soit interdit, il est souhaitable que le conseiller en sécurité et en protection de la vie privée n'exerce aucune fonction opérationnelle dans le traitement des données à caractère personnel ou de l'information policière.

Une des missions du conseiller en sécurité et en protection de la vie privée est de collaborer avec les autorités de contrôle. Conformément à la loi, il est chargé des contacts avec la Commission de la protection de la vie privée. Dans ce cadre, il est amené à répondre aux demandes des autorités de contrôle dont les demandes d'accès indirect introduites par tout particulier conformément à l'article 13 de la loi vie privée. La communication de ses coordonnées prévue à l'article 5, dans le mois de sa désignation, auprès de la Commission de la protection de la vie privée et de l'Organe de contrôle rend cette collaboration effective.

Article 6. Bien que la loi énonce le principe d'indépendance qui caractérise le conseiller en sécurité et en protection de la vie privée, la Commission de la protection de la vie privée dans son avis susmentionné, note que ce texte ne prévoit aucune garantie d'indépendance. Le présent projet d'arrêté royal précise la manière dont il exerce sa fonction. Le conseiller en sécurité et en protection de la vie privée et ses collaborateurs éventuels ne peuvent pas être relevés de leur fonction en raison des avis qu'ils émettent ou des actes qu'ils accomplissent dans le cadre de l'exercice normal de leurs fonctions. Cet article s'inspire de l'article 3 de la loi du 20 décembre 2002 portant protection des

het Europees Parlement en de Raad betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens (algemene verordening gegevensbescherming).

BIJKOMENDE UITLEG PER ARTIKEL

Artikel 1. Onder de definities die in dit artikel voorkomen, heeft de definitie betreffende de verwerking in de zin van het ontwerp van koninklijk besluit een grotere draagwijdte dan diegene die wordt vermeld in de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, hierna "privacywet" genoemd. Zoals deze wet bepaalt, heeft de verwerking betrekking op elke bewerking of elk geheel van bewerkingen, al dan niet uitgevoerd met behulp van geautomatiseerde procédés, zoals het verzamelen, vastleggen, ordenen, bewaren, bijwerken, wijzigen, opvragen, raadplegen, gebruiken, verstrekken door middel van doorzending, verspreiden of op enigerlei andere wijze ter beschikking stellen, samenbrengen, met elkaar in verband brengen, alsmede het afschermen, uitwissen of vernietigen. Het ontwerp van koninklijk besluit beperkt deze bewerkingen echter niet tot de persoonsgegevens, maar breidt ze uit tot alle informatie die van belang is voor de uitoefening van de bestuurlijke politie en van de gerechtelijke politie.

Artikel 2 beschrijft op algemene wijze de opdrachten van de consulent voor de veiligheid en de bescherming van de persoonlijke levenssfeer. Daar de regels op het vlak van informatieveiligheid en bescherming van de persoonlijke levenssfeer steeds complexer worden, kan zijn bijstand waardevol zijn voor de bevoegde overheid. De opdrachten van de consulent zijn aan elkaar gelinkt. Door het geheel van zijn opdrachten kan hij de bevoegde overheid, die zich aan heel wat wettelijke verplichtingen dient te houden, op efficiënte wijze bijstaan. Zo is zijn controleopdracht noodzakelijk voor het formuleren van relevante adviezen en aanbevelingen. Hij kan eveneens nagaan of de verwerkingen stroken met de wet om voor de bevoegde overheid nuttige documentatie samen te stellen. Daar hij de toestand in de zone of de betrokken entiteit kent, kan hij bovendien geheel en al optreden als stimulator.

Krachtens artikel 3 moet de aangewezen persoon voorafgaande kennis hebben op het vlak van veiligheid en bescherming van de gegevens. Het is wenselijk dat deze zijn functie voor een voldoende lange periode kan uitoefenen zodat de politieorganisatie zijn ervaring kan benutten. Om zijn opdrachten goed te kunnen uitvoeren, moet hij de nodige opleidingen kunnen volgen.

Artikel 4 regelt de belangenconflicten. De consulent oefent verscheidene opdrachten uit, één daarvan betreft een controleopdracht. Met inachtneming van deze opdracht, wordt het belangenconflict afgewogen. Hij kan niet tegelijkertijd de "controleur" en de "gecontroleerde" zijn. Hier worden de functies bedoeld van de leaders in de organisatie op het gebied van veiligheid en bescherming van gegevens of diegene die tot doel hebben de veiligheidsmaatregelen in plaats te stellen. Hieruit volgt bijvoorbeeld dat de functies die beslissingsbevoegdheid hebben m.b.t. de technische kenmerken en de veiligheidscriteria van het informatiesysteem onverenigbaar zijn met die van de consulent voor de veiligheid en de bescherming van de persoonlijke levenssfeer. Hoewel niet verboden, is het bovendien wenselijk dat de consulent voor de veiligheid en de bescherming van de persoonlijke levenssfeer geen enkele operationele functie uitoefent op het gebied van verwerking van persoonsgegevens of politieke informatie.

Eén van de opdrachten van de consulent voor de veiligheid en de bescherming van de persoonlijke levenssfeer bestaat erin samen te werken met de toezichthoudende autoriteiten. Overeenkomstig de wet, is hij belast met de contacten met de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer. In dat kader gaat hij in op de verzoeken van de toezichthoudende autoriteiten waaronder de verzoeken tot onrechtstreekse toegang, ingediend door een particulier, overeenkomstig artikel 13 van de privacywet. Het meedelen van zijn persoonsgegevens aan de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer en het Controleorgaan, binnen de maand van zijn aanstelling, zoals voorzien in artikel 5, maakt deze samenwerking effectief.

Artikel 6. Hoewel het voorontwerp van wet het onafhankelijkheidsprincipe vermeldt dat de consulent voor de veiligheid en de bescherming van de persoonlijke levenssfeer karakteriseert, noteert de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer in haar voornoemd advies dat die tekst geen enkele onafhankelijkheidsgarantie voorziet. Dit ontwerp van koninklijk besluit preciseert de manier waarop hij zijn functie uitoefent. De consulent voor de veiligheid en de bescherming van de persoonlijke levenssfeer en zijn eventuele medewerkers kunnen niet van hun functie worden ontheven wegens de adviezen die ze uitbrengen of de daden die ze stellen in het kader van

conseillers en prévention. Si l'autorité ne peut imposer le contenu d'un avis, en revanche, elle peut définir les délais, une méthodologie ou une manière de fonctionner dans des dossiers ponctuels afin que le conseiller assure un travail plus efficace. Enfin, le conseiller voit son autonomie renforcée par le bénéfice d'une protection analogue à celle de l'article 2, § 3, 1°, a) de l'arrêté royal du 9 octobre 2014 portant exécution de l'article 3, § 2 de la loi du 15 septembre 2013 relative à la dénonciation d'une atteinte suspectée à l'intégrité au sein d'une autorité administrative fédérale par un membre de son personnel.

Afin de préserver son indépendance, le conseiller doit pouvoir être proche du haut management à qui il s'adresse directement.

Il ne peut pas subir de désavantage dans sa carrière en raison de l'accomplissement de ses missions.

Il peut toutefois être déchargé de ses fonctions par l'autorité compétente dès lors qu'il manque gravement aux devoirs de sa mission.

L'article 7 impose une obligation de confidentialité au conseiller en sécurité et en protection de la vie privée et à ses collaborateurs éventuels. De par sa fonction, il entre en contact avec des informations sensibles, notamment avec des informations se trouvant dans les banques de données des services de police. Il s'agit également des renseignements et modalités pratiques relatives aux mesures de sécurité et aux informations relatives au fonctionnement des systèmes d'information. Il est dès lors tenu de traiter ces informations de manière confidentielle. L'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police prévoit déjà le secret professionnel pour les membres du personnel de la police. Cette disposition s'inscrit logiquement dans la lignée de l'article 131 de la loi du 7 décembre 1998 et par conséquent, l'article 458 du Code pénal est également d'application. L'obligation de confidentialité de l'article 7 vise à régler la situation particulière des conseillers désignés dans les liens d'un contrat et des personnes externes qui les assistent. Si un contrat est établi, des clauses de confidentialité seront prévues dans tous les cas.

La loi fait peser sur l'autorité compétente de nombreuses obligations légales. En outre, les développements technologiques accroissent la complexité de ces obligations. Le conseiller, par la nature de sa fonction, sera amené à prendre connaissance de certains manquements. Il pourra offrir ses conseils et, dans la mesure du possible, proposer des solutions à l'autorité compétente. Une relation de confiance est, dès lors, nécessaire à la bonne exécution de ses missions, ce qui implique une certaine réserve du conseiller.

L'article 8 stipule que les ressources nécessaires sont affectées au conseiller en sécurité et en protection de la vie privée pour lui permettre d'exécuter ses missions. Ces ressources consistent par exemple en une aide en personnel par la mise à disposition d'un secrétariat ou en moyens matériels. Le conseiller peut se faire assister par des collaborateurs. C'est le cas lorsque la taille de l'entité ou la complexité des flux de données l'exigent. Tout comme le conseiller, ses adjoints et ses collaborateurs doivent être à l'abri d'un conflit d'intérêts et doivent disposer des garanties d'indépendance. L'obligation de confidentialité déjà prévue à l'article 7 complète son statut.

L'accord de l'autorité compétente peut être général. Si les moyens sollicités entraînent un coût spécifique, l'accord donné conformément à la procédure décisionnelle en matière budgétaire sera spécifique. L'appel à des firmes externes doit respecter les règles liées aux marchés publics. Dans ce cas, un accord spécifique devra notamment être sollicité.

Enfin, l'article 8 donne la possibilité au conseiller d'accéder aux informations nécessaires à l'exercice de ses missions. Il s'agit notamment des données traitées par la zone ou l'entité concernée de la police fédérale ou des contrats en lien avec la sécurité ou la protection des données.

L'article 9 établit une liste des missions classiques du conseiller. La gestion de la documentation en fait partie. Il va de soi que cette gestion implique la communication et la mise à jour de cette documentation. Le conseiller veille également à la sensibilisation des utilisateurs à la

de normale uitoefening van hun functie. Dit artikel is geïnspireerd op artikel 3 van de wet van 20 december 2002 betreffende de bescherming van de preventieadviseurs. Hoewel de inhoud van een advies niet door de overheid kan worden opgelegd, kan ze daarentegen in punctuele dossiers de termijnen, een methodologie of een werkwijze bepalen opdat de consulent efficiënter werk levert. Ten slotte wordt de autonomie van de consulent versterkt dankzij een bescherming die vergelijkbaar is met die van artikel 2, § 3, 1°, a) van het koninklijk besluit van 3 oktober 2014 tot uitvoering van artikel 3, § 2 van de wet van 15 september 2013 betreffende de melding van een veronderstelde integriteitsschending in de federale administratieve overheden door haar personeelsleden.

Om zijn onafhankelijkheid te bewaren, moet de consulent zich dicht bij het hogere management kunnen bevinden tot wie hij zich rechtstreeks richt.

Door het vervullen van zijn opdrachten mag hij in zijn loopbaan niet worden benadeeld.

Hij kan door de bevoegde overheid echter van zijn functie worden ontheven zodra hij zijn plichten met betrekking tot zijn opdracht ernstig verzaakt.

Artikel 7 legt een vertrouwelijkheidsverplichting op aan de consulent voor de veiligheid en de bescherming van de persoonlijke levenssfeer en aan zijn eventuele medewerkers. Omwille van zijn functie komt hij in aanraking met gevoelige informatie, met name informatie die is opgenomen in de gegevensbanken van de politiediensten. Het gaat eveneens over de inlichtingen en praktische modaliteiten betreffende de veiligheidsmaatregelen en de informatie aangaande de werking van de informatiesystemen. Hij is derhalve verplicht deze informatie vertrouwelijk te behandelen. Het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten voorziet al in het beroepsgeheim voor de personeelsleden van de politie. Deze bepaling volgt logischerwijze uit het artikel 131 van de wet van 7 december 1998 en bijgevolg is ook artikel 458 van het Strafwetboek van toepassing. De vertrouwelijkheidsverplichting van artikel 7 heeft tot doel de specifieke situatie te regelen van de consulenten die werden aangewezen in het kader van een overeenkomst en van de externe personen die hen bijstaan. Als er een overeenkomst wordt opgesteld, zullen er steeds vertrouwelijkheidsclausules worden voorzien.

De wet legt de bevoegde overheid talrijke wettelijke verplichtingen op. Bovendien worden die verplichtingen steeds complexer door de technologische ontwikkelingen. Door de aard van zijn functie neemt de consulent noodgedwongen kennis van bepaalde gebreken. Hij kan zijn advies verlenen en, in de mate van het mogelijke, de bevoegde autoriteit oplossingen aanbieden. Er is derhalve een vertrouwensrelatie nodig voor de goede uitvoering van zijn opdrachten, wat een zekere terughoudendheid van de consulent inhoudt.

Artikel 8 bepaalt dat de consulent voor de veiligheid en de bescherming van de persoonlijke levenssfeer de nodige middelen ter beschikking krijgt om zijn opdrachten te kunnen uitvoeren. Het kan bijvoorbeeld gaan om het voorzien van personeel door een secretariaat ter beschikking te stellen of om materiële middelen. De consulent kan worden bijgestaan door medewerkers. Dat is bijvoorbeeld het geval als de omvang van de entiteit of de complexiteit van de gegevensstromen dit vereisen. Net zoals de consulent dienen zijn adjuncten en zijn medewerkers afgeschermd te worden voor belangenconflicten en dienen ze te beschikken over de waarborgen met betrekking tot hun onafhankelijkheid. De vertrouwelijkheidsverplichting die reeds is voorzien in artikel 7 vervolledigt zijn statuut.

Het akkoord van de bevoegde overheid kan algemeen zijn. Als de gevraagde middelen een specifieke kost met zich meebrengen, zal het akkoord dat wordt gegeven overeenkomstig de budgettaire besluitvormingsprocedure specifiek zijn. Wanneer een beroep wordt gedaan op externe firma's dienen de regels in verband met de overheidsopdrachten te worden nageleefd. In dat geval zal een specifiek akkoord moeten worden gevraagd.

Ten slotte geeft artikel 8 de consulent de mogelijkheid om toegang te hebben tot de informatie die voor de uitoefening van zijn opdrachten noodzakelijk is. Het gaat in het bijzonder om de gegevens verwerkt door de zone of door de betrokken entiteit van de federale politie of om de overeenkomsten in verband met de veiligheid en de bescherming van de gegevens.

Artikel 9 stelt een lijst op van de klassieke opdrachten van de consulent. Het beheer van de documentatie maakt er deel van uit. Het spreekt voor zich dat dit beheer het verstrekken en het bijwerken van die documentatie inhoudt. De consulent ziet toe op de sensibilisering

protection des données à caractère personnel. Cette mission cadre parfaitement avec les travaux en cours portant sur la révision de la convention n°108 du Conseil de l'Europe et en vertu de laquelle les parties à la convention sont résolues à en faire désormais une priorité.

Le conseiller encourage les activités d'évaluation des risques.

L'examen de l'application interne des dispositions légales et de la conformité des traitements et de la politique de sécurité est sans conteste la mission la plus vaste du conseiller en sécurité et en protection de la vie privée. Il peut s'agir, notamment, de veiller à la bonne application de l'article 17 de la loi vie privée et à la mise à jour des données telle qu'elle est prévue à l'article 44/5, § 6, de la loi sur la fonction de police. Le conseiller peut également procéder à la vérification des conditions de l'accès direct ou de l'interrogation directe, de la conformité d'un enregistrement dans une des banques de données visées à l'article 44/2 de la loi à l'occasion d'une demande d'accès d'un particulier ainsi que du respect des autres conditions de licéité des traitements des données à caractère personnel régies par la loi vie privée. Ses tâches peuvent également avoir un caractère plus technique. Il en est ainsi des mesures nécessaires à la garantie de l'intégrité, à la fiabilité, à l'archivage et à l'effacement des données. Le conseiller porte également une attention particulière aux risques liés aux traitements des données effectués par des tiers ou des sous-traitants ainsi qu'à la communication des données à des tiers.

Le conseiller coopère avec les autorités de contrôle à leur demande ou de sa propre initiative. Sont visées toutes les autorités de contrôle à laquelle la police intégrée est soumise : l'Organe de contrôle, la Commission pour la protection de la vie privée, le Comité P, etc.

Le conseiller tient l'autorité compétente au courant de ces contacts en particulier lorsque la responsabilité de l'autorité est engagée.

L'article 10 entame les modalités d'exécution des missions du conseiller en sécurité et en protection de la vie privée. Il a un rôle de conseil et de recommandation dans tous les aspects de la sécurité de l'information et de la protection de la vie privée. Lorsqu'il est confronté à des manquements, il est censé proposer des solutions concrètes et anticiper d'autres manquements à venir.

Il assiste l'autorité compétente dans ses rapports avec toutes les parties impliquées telles que des entreprises privées ou un autre service de la police intégrée et ce, en vue de gérer les problèmes de sécurité et de protection des données.

L'article 11 détermine que le conseiller en sécurité et en protection de la vie privée est un acteur central dans l'analyse des risques. Il reçoit l'aide de la hiérarchie et de toute personne adéquate dont les techniciens ICT. Le conseiller ne sera pas forcément le responsable de l'exécution de cette analyse des risques. Il doit certainement être associé de près ou de loin en fournissant, par exemple, une méthodologie et en effectuant le suivi des mesures à prendre.

Lorsque le risque est majeur, l'article 12 prévoit une procédure écrite de manière à mieux appréhender la gestion de ces risques.

Afin de pouvoir assurer le suivi et intégrer les mesures prises dans les futures analyses, la procédure prévoit que le conseiller soit informé de la décision prise par la hiérarchie.

L'article 13 décrit les rôles de la hiérarchie et du conseiller dans la gestion des mesures de prévention et de protection qui s'appliquent à l'organisation. Sa connaissance concrète des systèmes lui permet de proposer une politique pour répondre aux besoins de manière planifiée par la mise en place de priorités.

Conformément à l'article 44/4, il appartient aux ministres de l'Intérieur et de la Justice de déterminer les mesures nécessaires en vue d'assurer la gestion et la sécurité. Cependant, vu que conformément à l'article 44/11/3 certaines autorités compétentes sont désignées comme responsables du traitement des banques de données particulières, il leur appartient de déterminer les mesures spécifiques applicables à leur entité et de ce fait, la politique de sécurité et de la protection de la vie privée spécifique à la zone ou l'entité concernée.

L'article 14 confie au conseiller en sécurité et en protection de la vie privée la mission de rédiger un projet de plan pluriannuel en spécifiant les objectifs et moyens nécessaires à la réalisation de ce plan. Afin de se

van de gebruikers op het vlak van bescherming van de persoonsgegevens. Deze opdracht stemt precies overeen met de lopende werkzaamheden die betrekking hebben op de herziening van het verdrag nr. 108 van de Raad van Europa krachtens dewelke de partijen bij het verdrag vastbesloten zijn er voortaan een prioriteit van te maken.

De consulent moedigt de risico-evaluatieactiviteiten aan.

Het nazicht van de interne toepassing van de wetsbepalingen en van de gelijkvormigheid van de verwerkingen en het veiligheidsbeleid is ongetwijfeld de meest omvangrijke opdracht van de consulent voor de veiligheid en de bescherming van de persoonlijke levenssfeer. Het kan met name gaan om het toezien op de juiste toepassing van artikel 17 van de privacywet en op het bijwerken van de gegevens zoals bedoeld in artikel 44/5, § 6, van de wet op het politieambt. De consulent kan eveneens overgaan tot het nazicht van de voorwaarden voor de rechtstreekse toegang of de rechtstreekse bevraging, van de gelijkvormigheid van een registratie in één van de gegevensbanken zoals bedoeld in artikel 44/2 van de wet naar aanleiding van een aanvraag tot toegang van een particulier evenals van de naleving van de andere voorwaarden voor de rechtmatigheid van de verwerkingen van persoonsgegevens, geregeld door de privacywet. Zijn taken kunnen ook technischer van aard zijn. Dat is het geval voor de maatregelen die nodig zijn voor het verzekeren van de integriteit en voor de betrouwbaarheid, de archivering en de uitwisseling van de gegevens. De consulent schenkt eveneens bijzondere aandacht aan de risico's die verbonden zijn aan de verwerking van gegevens, uitgevoerd door derden of door verwerkers evenals aan het verstrekken van gegevens aan derden.

De consulent werkt samen met de toezichthoudende autoriteiten op hun verzoek of op eigen initiatief. Hiermee worden alle toezichthoudende autoriteiten bedoeld waaraan de geïntegreerde politie is onderworpen : het Controleorgaan, de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, het Comité P, enz.

De consulent houdt de bevoegde overheid op de hoogte van zijn contacten en in het bijzonder wanneer zij aansprakelijk zijn.

In artikel 10 worden de uitvoeringsmodaliteiten aangevat van de opdrachten van de consulent voor de veiligheid en de bescherming van de persoonlijke levenssfeer. Hij heeft een adviserende rol en doet aanbevelingen met betrekking tot alle aspecten van de informatieveiligheid en van de bescherming van de persoonlijke levenssfeer. Wanneer hij wordt geconfronteerd met gebreken, wordt hij geacht concrete oplossingen voor te stellen en te anticiperen op andere toekomstige gebreken.

Hij staat de bevoegde overheid bij in haar relaties met alle betrokken partijen zoals privéfirma's of een andere dienst van de geïntegreerde politie om de problemen inzake veiligheid en bescherming van gegevens te behalen.

Artikel 11 bepaalt dat de consulent voor de veiligheid en de bescherming van de persoonlijke levenssfeer een sleutelrol speelt in de risicoanalyse. Hij krijgt hulp van de hiërarchie en van alle geschikte personen waaronder de ICT-technici. De consulent zal niet noodzakelijkerwijs verantwoordelijk zijn voor de uitvoering van die risicoanalyse. Hij moet er zeker van nabij of van ver bij worden betrokken door bijvoorbeeld een methodologie aan te reiken en door de opvolging van de te nemen maatregelen te verzekeren.

Als het risico groot is, voorziet artikel 12 een schriftelijke procedure om het beheer van deze risico's beter te vatten.

Om de opvolging te kunnen verzekeren en de genomen maatregelen te integreren in de toekomstige analyses, voorziet de procedure dat de consulent in kennis wordt gesteld van de door de hiërarchie genomen beslissing.

Artikel 13 beschrijft de rollen van de hiërarchie en de consulent inzake beheer van de preventie- en beschermingsmaatregelen die van toepassing zijn op de organisatie. Door zijn concrete kennis van de systemen kan hij een beleid voorstellen om planmatig aan de behoeften te voldoen door het stellen van prioriteiten.

Overeenkomstig artikel 44/4, komt het de ministers van Binnenlandse Zaken en Justitie toe de nodige maatregelen te bepalen om het beheer en de veiligheid te verzekeren. Daar bepaalde bevoegde overheden overeenkomstig artikel 44/11/3 echter worden aangewezen als verantwoordelijke voor de verwerking van de bijzondere gegevensbanken, komt het hen toe de specifieke maatregelen te bepalen die van toepassing zijn op hun entiteit en dientengevolge het beleid met betrekking tot de veiligheid en de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, eigen aan de zone of de betrokken entiteit.

Artikel 14 vertrouwt aan de consulent voor de veiligheid en de bescherming van de persoonlijke levenssfeer de opdracht toe om, een ontwerp van meerjarenplan op te stellen, waarbij de doelstellingen en

conformer à l'avis 33/2014 de la Commission pour la protection de la vie privée, la mention "en collaboration avec les personnes concernées" a été ajoutée. Parmi les services concernés sont entre autres visés le service ICT, infrastructure et du personnel. Etant donné que ce plan a des conséquences budgétaires, il doit être rédigé à temps afin que les conséquences puissent être prises en considération dans le budget. Une révision annuelle du plan est requise.

Article 15. Au moins une fois par an, le conseiller en sécurité et en protection de la vie privée communique le résultat global de ses activités à l'autorité compétente.

Au travers de ce résultat global, la situation de la zone ou de l'entité concernée de la police fédérale en matière de sécurité et de protection des données peut être évaluée.

Les articles 16 à 19 portent sur la composition et les modalités de fonctionnement de la plate-forme de la sécurité et de la protection des données. En créant cette plate-forme, la loi vise à réaliser trois objectifs :

- coordonner le travail des conseillers en sécurité et en protection de la vie privée;
- apporter une uniformité dans les matières de sécurité et de protection de la vie privée;
- promouvoir un partage de compétences relatives à ces matières.

La plate-forme doit donc être un lieu d'échange où tous les conseillers en sécurité et en protection de la vie privée ont leur place et peuvent rencontrer leurs pairs et des experts. Vu le nombre potentiel de conseillers, des structures plus souples tels que des groupes de travail thématiques permanents ou temporaires devront être créés.

De par son existence, la plate-forme crée les conditions de l'échange d'expériences et de la mise en place progressive de bonnes pratiques par ces différents conseillers présents sur l'ensemble du territoire national. Elle favorise l'apport des connaissances en matière de sécurité de l'information et de la protection de vie privée spécifiques à l'organisation police. Elle permet également de donner un contenu plus théorique ou pratique à des méthodologies quant à la mise en place de la fonction, des structures idoines, ou bien de l'analyse des risques, ... Elle tente d'apporter des solutions aux difficultés rencontrées par ces conseillers.

L'Organe de contrôle ou la Commission de la protection de la vie privée peuvent jouer un rôle certain en tant qu'expert. Ils pourront, par exemple, dispenser des formations dans leur domaine de compétence. D'autres spécialistes peuvent également enrichir les débats et contribuer ainsi à l'amélioration de la sécurité de l'information dans les zones ou les entités concernées de la police fédérale.

Les membres de la plate-forme désignent en leur sein un ou des points de contact.

Ils s'organisent en vue d'assurer une représentation de cette plate-forme. Ils établissent une proposition de règlement d'ordre intérieur qui définit le fonctionnement et les modalités concrètes de la plate-forme ainsi que des points de contact.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
les très respectueux
et très fidèles serviteurs,

Le Vice-Premier Ministre
et Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur,

J. JAMBON

Le Ministre de la Justice,

K. GEENS

de middelen die nodig zijn voor de verwezenlijking van dat plan worden gespecificeerd. Om het advies 33/2014 van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer te volgen, hebben we het volgende toegevoegd : "in samenwerking met de betrokken personen". Onder de betrokken diensten vallen onder andere de ICT-dienst, de diensten infrastructuur en personeel. Daar dit plan budgettaire gevolgen heeft, dient het tijdig te worden opgesteld zodat de gevolgen in aanmerking kunnen worden genomen in de begroting. Er is een jaarlijkse herziening van het plan vereist.

Artikel 15. Minstens één keer per jaar deelt de consulent voor de veiligheid en de bescherming van de persoonlijke levenssfeer het globale resultaat van zijn activiteiten mee aan de bevoegde overheid.

Aan de hand van dat globale resultaat kan de situatie van de zone of van de betrokken entiteit van de federale politie op het vlak van veiligheid en gegevensbescherming worden geëvalueerd.

Artikel 16 tot 19 heeft betrekking op de samenstelling en de werkingsmodaliteiten van het platform voor de veiligheid en de bescherming van de gegevens. Met de oprichting van dit platform heeft de wet tot doel drie doelstellingen te verwezenlijken :

- de coördinatie van het werk van de consulenten voor de veiligheid en de bescherming van de persoonlijke levenssfeer;
- het aanbrengen van uniformiteit inzake de veiligheid en de bescherming van de persoonlijke levenssfeer;
- het bevorderen van het delen van de competenties met betrekking tot deze materies.

Het platform dient dus een uitwisselingsforum te zijn waar alle consulenten voor de veiligheid en de bescherming van de persoonlijke levenssfeer hun plaats hebben en hun gelijken en experts kunnen ontmoeten. Gelet op het potentiële aantal consulenten, zullen er soepelere structuren zoals permanente of tijdelijke thematische werkgroepen moeten worden opgericht.

Door zijn bestaan creëert het platform de omstandigheden voor de uitwisseling van ervaring en het geleidelijk tot stand brengen van goede praktijken door de verschillende consulenten die op het gehele nationale grondgebied aanwezig zijn. Het stimuleert de inbreng van kennis op het vlak van informatieveiligheid en bescherming van de persoonlijke levenssfeer, eigen aan de politieorganisatie. Het platform maakt het ook mogelijk een meer theoretische of praktische inhoud te geven aan methodologieën in verband met de inplaatsstelling van de functie, de geschikte structuren of van de risicoanalyse, ... Het tracht oplossingen aan te reiken voor de door deze consulenten ondervonden moeilijkheden.

Het Controleorgaan of de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer kunnen zeker een rol spelen als expert. Zij kunnen bijvoorbeeld opleidingen geven in het kader van hun bevoegdheidsdomein. Ook andere specialisten kunnen een bijdrage leveren tot het debat en zodoende de verbetering van de informatieveiligheid in de zones of de betrokken entiteiten van de federale politie bevorderen.

De leden van het platform wijzen in hun midden één of meerdere contactpunten aan.

Ze organiseren zich om een vertegenwoordiging van dit platform te verzekeren. Ze stellen een voorstel tot huishoudelijk reglement op dat de werking en de concrete modaliteiten van het platform evenals van de contactpunten nader bepaalt.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaars,

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken,

J. JAMBON

De Minister van Justitie,

K. GEENS

AVIS 58.087/2/V DU 7 SEPTEMBRE 2015 DU CONSEIL D'ÉTAT, SECTION DE LEGISLATION, SUR UN PROJET D'ARRÊTE ROYAL 'RELATIF AUX CONSEILLERS EN SÉCURITÉ ET EN PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE ET À LA PLATE-FORME DE LA SÉCURITÉ ET DE LA PROTECTION DES DONNÉES'

Le 12 août 2015, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur à communiquer un avis, dans un délai de trente jours sur un projet d'arrêté royal 'relatif aux conseillers en sécurité et en protection de la vie privée et à la plate-forme de la sécurité et de la protection des données'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre des vacances le 7 septembre 2015. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Martine BAGUET et Luc DETROUX, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK, assesseur, et Bernadette, VIGNERON, greffier.

Le rapport a été présenté par Roger WIMMER, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 7 septembre 2015.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

Examen du projet

Préambule

La plupart des dispositions de l'arrêté en projet trouvent leur fondement juridique dans l'article 44/3, § 1^{er}, alinéas 5, 3^o, et 8, et § 2, alinéa 2, de la loi 'sur la fonction de police', inséré par la loi du 18 mars 2014.

L'article 121 de la loi du 7 décembre 1998 'organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux' procure un fondement juridique aux autres dispositions du projet.

Au préambule, il convient donc d'adapter l'alinéa 1^{er} et de remplacer l'alinéa 2 par une référence à cette dernière disposition.

Dispositif

ARTICLE 1^{er}

À l'article 1^{er}, 1^o, du projet, la définition sera omise car il est inutile de figer la référence à la loi 'sur la fonction de police' à sa modification par la loi du 18 mars 2014. Par ailleurs, l'intitulé abrégé officiel se suffit à lui seul pour se référer à cette loi (1).

ARTICLE 3

1. Selon l'article 3, le conseiller en sécurité et en protection de la vie privée pourrait être un membre du personnel au sens de l'article 116 de la loi du 7 décembre 1998 ou "toute autre personne physique désignée pour l'exercice de cette fonction dans les liens d'un contrat dans lequel sont spécifiées les modalités spécifiques à l'exercice de sa fonction".

Aucune disposition légale ne semble habiliter le Roi à permettre la désignation d'un conseiller en sécurité et en protection de la vie privée en dehors des membres du personnel composant soit le cadre opérationnel, soit le cadre administratif et logistique des services de police, prévus par l'article 116 de la loi du 7 décembre 1998.

Il résulte au contraire de l'article 44/3, § 1^{er}, de la loi 'sur la fonction de police' que ce conseiller "appartient" soit à la police locale, soit à la police fédérale, ce qui signifie qu'il doit être un membre du personnel des services de police, statutaire ou contractuel, relevant d'un des deux cadres prévus par l'article 116 de la loi du 7 décembre 1998.

ADVIES 58.087/2/V VAN 7 SEPTEMBER 2015 VAN DE RAAD VAN STATE, AFDELING WETGEVING, OVER EEN ONTWERP VAN KONINKLIJK BESLUIT 'BETREFFENDE DE CONSULENTEN VOOR DE VEILIGHEID EN DE BESCHERMING VAN DE PERSOONLIJKE LEVENSSFEER EN HET PLATFORM VOOR DE VEILIGHEID EN DE BESCHERMING VAN DE GEGEVENS'

Op 12 augustus 2015 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-Eerste Minister en Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken verzocht binnen een termijn van dertig dagen, een advies te verstrekken, over een ontwerp van koninklijk besluit 'betreffende de consulenten voor de veiligheid en de bescherming van de persoonlijke levenssfeer en het platform voor de veiligheid en de bescherming van de gegevens'.

Het ontwerp is door de tweede vakantiekamer onderzocht op 7 september 2015. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Martine BAGUET en Luc DETROUX, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK, assessor, en Bernadette VIGNERON, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Roger WIMMER, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 7 september 2015.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Onderzoek van het ontwerp

Aanhef

De meeste bepalingen van het ontwerpbesluit vinden rechtsgrond in artikel 44/3, § 1, vijfde lid, 3^o, en achtste lid, en § 2, tweede lid, van de wet 'op het politieambt', ingevoegd bij de wet van 18 maart 2014.

Artikel 121 van de wet van 7 december 1998 'tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus' biedt rechtsgrond voor de andere bepalingen van het ontwerp.

Het eerste lid van de aanhef dient bijgevolg te worden aangepast en het tweede lid dient te worden vervangen door een verwijzing naar die laatste bepaling.

Dispositief

ARTIKEL 1

De definitie in artikel 1, 1^o, van het ontwerp dient te vervallen, aangezien het geen goede zaak is de verwijzing naar de wet 'op het politieambt' eens en voor altijd betrekking te laten hebben op de versie van die wet zoals ze gewijzigd is bij de wet van 18 maart 2014. Voorts volstaat het officieel ingekort opschrift om naar de wet in kwestie te verwijzen (1).

ARTIKEL 3

1. Luidens artikel 3 zou de consulent voor de veiligheid en de bescherming van de persoonlijke levenssfeer een personeelslid kunnen zijn in de zin van artikel 116 van de wet van 7 december 1998 of "iedere andere natuurlijke persoon die is aangewezen om deze functie uit te oefenen in het kader van een overeenkomst waarin de specifieke modaliteiten van de uitoefening van zijn functie gespecificeerd worden".

Het laat zich aanzien dat geen enkele wettelijke bepaling de Koning machtigt de aanwijzing mogelijk te maken van een consulent voor de veiligheid en de bescherming van de persoonlijke levenssfeer die niet behoort tot de personeelsleden van hetzij het operationeel kader, hetzij het administratief en logistiek kader van de politiediensten, zoals bepaald in artikel 116 van de wet van 7 december 1998.

Uit artikel 44/3, § 1, van de wet 'op het politieambt' daarentegen volgt dat die consulent hetzij tot de lokale politie, hetzij tot de federale politie "behoort", wat betekent dat hij een statutair of contractueel personeelslid moet zijn van de politiediensten, dat ressorteert onder één van de twee kaders bepaald in artikel 116 van de wet van 7 december 1998.

Comme il est inutile de rappeler cette dernière règle et qu'il n'est pas admissible d'envisager la désignation d'une personne extérieure à la police à la fonction de conseiller en sécurité et en protection de la vie privée, la première phrase doit être omise.

2. Compte tenu de l'article 131 de la loi du 7 décembre 1998 (2), la deuxième phrase est inutile et sera omise.

Par voie de conséquence, le renvoi fait à cet article 3 par l'article 9, alinéa 3, sera également omis.

3. En conclusion de ces deux observations, l'article 3 doit être distrait du projet.

ARTICLE 14

A l'alinéa 2, il y a lieu de remplacer le mot "approuve" par le mot "adopte".

Le greffier,
Bernadette VIGNERON

Le président,
Pierre VANDERNOOT

Notes

(1) Voir article 53^{ter} de la loi du 5 août 1992, inséré par la loi du 7 décembre 1998.

(2) "Le statut des fonctionnaires de police garantit le secret professionnel et comprend un devoir de discrétion. Il est interdit aux fonctionnaires de police, même après cessation de l'exercice de leur emploi, de révéler des données relatives à la sûreté nationale, à la protection de l'ordre public, aux intérêts financiers des autorités, à la prévention et à la répression d'infractions pénales, au secret médical, aux droits et libertés du citoyen, et particulièrement au droit au respect de la vie privée. Cette interdiction s'applique également aux données relatives à la préparation de toute décision".

6 DECEMBRE 2015. — Arrêté royal relatif aux conseillers en sécurité et en protection de la vie privée et à la plate-forme de la sécurité et de la protection des données

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi sur la fonction de police, l'article 44/3, § 1^{er}, alinéas 5, 3^o, et 8, et § 2, alinéa 2, inséré par la loi du 18 mars 2014;

Vu l'article 121 de la loi du 7 décembre 1998 'organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux';

Vu la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard du traitement des données à caractère personnel;

Vu le protocole de négociation n° 342 du comité de négociation pour les services de police, conclu le 26 mars 2014;

Vu l'avis de l'Inspecteur général des Finances, donné le 11 avril 2014;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 18 juin 2015;

Vu l'accord du Ministre chargé de la Fonction publique, donné le 4 mai 2015;

Vu l'avis du Conseil des bourgmestres, donné le 4 août 2014 ;

Vu l'avis n° 33/2014 de la Commission de la protection de la vie privée, donné le 30 avril 2014 ;

Vu l'avis 58.087/2/V du Conseil d'Etat, donné le 7 septembre 2015, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Intérieur et du Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'exécution du présent arrêté, on entend par :

1^o "loi vie privée" : la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel;

2^o "sécurité de l'information" : la politique, les règles, les procédures et les moyens de protection de tout type d'information tant dans les systèmes de transmission que dans les systèmes de

Aangezien het zinloos is die laatste regel te herhalen en het niet aanvaardbaar is te overwegen een persoon die niet tot de politie behoort aan te wijzen voor de functie van consultant voor de veiligheid en de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, dient de eerste zin te worden weggelaten.

2. Gelet op artikel 131 van de wet van 7 december 1998, (2) is de tweede zin nutteloos en dient hij te worden weggelaten.

Dientengevolge moet in artikel 9, derde lid, de verwijzing naar dat artikel 3 eveneens worden weggelaten.

3. Ten gevolge van die twee opmerkingen dient artikel 3 uit het ontwerp te worden weggelaten.

ARTIKEL 14

In het tweede lid dient het woord "goedkeurt" te worden vervangen door het woord "aanneemt".

De griffier,
Bernadette VIGNERON

De voorzitter,
Pierre VANDERNOOT

Nota's

(1) Zie artikel 53^{ter} van de wet van 5 augustus 1992, ingevoegd bij de wet van 7 december 1998.

(2) "Het statuut van de politieambtenaren, waarborgt het beroepsgeheim en het bevat een discretieplicht. Het is de politieambtenaren verboden, zelfs na het beëindigen van hun ambt, die gegevens bekend te maken die betrekking hebben op 's lands veiligheid de bescherming van de openbare orde, de financiële belangen van de overheid, het voorkomen en bestraffen van strafbare feiten, het medisch geheim, de rechten en vrijheden van de burger, en in het bijzonder op het recht op eerbied voor het privé-leven. Dit verbod geldt bovendien voor gegevens die betrekking hebben op de voorbereiding van alle beslissingen".

6 DECEMBER 2015. — Koninklijk besluit betreffende de consultants voor de veiligheid en de bescherming van de persoonlijke levenssfeer en het platform voor de veiligheid en de bescherming van de gegevens

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet op het politieambt, artikel 44/3, § 1, vijfde lid, 3^o, en achtste lid, en § 2, tweede lid, ingevoegd bij de wet van 18 maart 2014;

Gelet op artikel 121 van de wet van 7 december 1998 'tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus';

Gelet op de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens;

Gelet op het onderhandelingsprotocol nr. 342 van het onderhandelingscomité voor de politiediensten, gesloten op 26 maart 2014;

Gelet op het advies van de Inspecteur-generaal van Financiën van 11 april 2014;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 18 juni 2015;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister belast met Ambtenarenzaken van 4 mei 2015;

Gelet op het advies van de Raad van burgemeesters van 4 augustus 2014 ;

Gelet op het advies nr. 33/2014 van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer van 30 april 2014;

Gelet op advies 58.087/2/V van de Raad van State, gegeven op 7 september 2015, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Zaken en de Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepaling

Artikel 1. Voor de uitvoering van dit besluit wordt verstaan onder :

1^o "privacywet" : de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens;

2^o "informatieveiligheid" : het beleid, de regels, de procedures en de middelen voor het beschermen van alle soorten informatie, zowel in de transmissiesystemen als in de verwerkingsystemen

traitement en vue de garantir la confidentialité, la disponibilité, l'intégrité, la fiabilité, l'authenticité et l'irréfutabilité de l'information;

- 3° "protection de la vie privée": la politique, les règles, les procédures et les moyens en vue d'atteindre les objectifs de la loi vie privée;
- 4° "Commission": la Commission de la protection de la vie privée instituée par l'article 23 de la loi vie privée;
- 5° "Organe de contrôle": l'organe institué par l'article 36ter de la loi vie privée;
- 6° "conseiller": le conseiller en sécurité et en protection de la vie privée tel que mentionné à l'article 44/3 de la loi sur la fonction de police;
- 7° "données à caractère personnel": les données telles que définies à l'article 1^{er}, § 1^{er}, de la loi vie privée;
- 8° "traitement": toute opération telle que visée à l'article, 1^{er}, § 2, de la loi vie privée appliquée aux données à caractère personnel et aux informations au sens de l'article 44/1, § 1^{er}, de la loi sur la fonction de police;
- 9° "plate-forme de la sécurité et de la protection des données": la plate-forme telle que mentionnée à l'article 44/3, § 2, de la loi sur la fonction de police;
- 10° "autorité compétente": les autorités visées à l'article 44/4, § 2, alinéa 2, de la loi sur la fonction de police.

CHAPITRE II. — *Le conseiller en sécurité et en protection de la vie privée*

Art. 2. Le conseiller a une mission générale d'avis, de stimulation, de documentation et de contrôle.

Art. 3. Le conseiller doit faire preuve de qualités personnelles et professionnelles et, en particulier, de connaissances dans le domaine de la sécurité des systèmes d'information et de la protection des données.

Le cumul d'autres fonctions n'est possible que pour autant qu'il dispose du temps nécessaire à l'exercice de ses missions.

L'ensemble des missions est assuré par une ou plusieurs personnes.

Art. 4. Le choix du conseiller ne peut donner lieu à un conflit d'intérêts entre sa fonction de conseiller et toute autre fonction qu'il pourrait exercer dans le cadre de l'application des dispositions de la loi sur la fonction de police et de la loi vie privée.

L'autorité compétente ne peut exercer la fonction de conseiller.

Art. 5. L'autorité compétente communique les coordonnées de son conseiller à la Commission et à l'Organe de contrôle dans le mois de sa désignation.

Art. 6. Le conseiller remplit sa mission en toute indépendance. Il ne reçoit pas d'instruction dans l'exercice de ses missions visées aux articles 9 à 15. Il rapporte directement à son autorité compétente. L'autorité garantit que le conseiller puisse exercer sa fonction de façon autonome et efficace en le protégeant contre toutes influences et/ou pressions inappropriées de toute personne et de quelque manière que ce soit, directement ou indirectement, en particulier contre toutes pressions visant à obtenir des informations concernant ou pouvant concerner l'exercice de sa fonction.

L'exercice de ses missions ne peut constituer un obstacle à la carrière du conseiller.

L'employeur ou l'autorité compétente ne peut rompre le contrat du conseiller, mettre fin à l'occupation statutaire du conseiller ou l'écarter de sa fonction que pour des motifs qui sont étrangers à son indépendance ou pour des motifs qui démontrent qu'il est incompetent à exercer ses missions.

Art. 7. Le conseiller ainsi que toute personne qui l'assiste s'engagent à conserver le caractère confidentiel de toutes les informations avec lesquelles ils entrent en contact dans le cadre de leur fonction et sont tenus, même après cessation de leur fonction, de ne pas divulguer les informations ou les documents obtenus dans l'exercice de leur fonction qui, par leur nature, sont couverts par une obligation de confidentialité.

Art. 8. Le conseiller travaille en étroite collaboration avec les personnes et services qui sollicitent son intervention, en particulier, avec le service informatique.

om de vertrouwelijkheid, de beschikbaarheid, de integriteit, de betrouwbaarheid, de authenticiteit en de onweerlegbaarheid ervan te garanderen;

- 3° "bescherming van de persoonlijke levenssfeer": het beleid, de regels, de procedures en de middelen om de doelstellingen van de privacywet te bereiken;
- 4° "Commissie": de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer opgericht door artikel 23 van de privacywet;
- 5° "Controleorgaan": het orgaan opgericht door artikel 36ter van de privacywet;
- 6° "consulent": consulent voor de veiligheid en de bescherming van de persoonlijke levenssfeer zoals vermeld in artikel 44/3 van de wet op het politieambt;
- 7° "persoonsgegevens": de gegevens zoals bepaald in artikel 1, § 1, van de privacywet;
- 8° "verwerking": elke bewerking zoals bedoeld in artikel 1, § 2, van de privacywet met betrekking tot persoonsgegevens en tot de informatie in de zin van artikel 44/1, § 1, van de wet op het politieambt;
- 9° "platform voor de veiligheid en de bescherming van de gegevens": het platform zoals vermeld in artikel 44/3, § 2, van de wet op het politieambt;
- 10° "bevoegde overheid": de overheden bedoeld in artikel 44/4, § 2, tweede lid, van de wet op het politieambt.

HOOFDSTUK II. — *De consulent voor de veiligheid en de bescherming van de persoonlijke levenssfeer*

Art. 2. De consulent heeft een algemene adviserende, stimulerende, documenterende en controlerende opdracht.

Art. 3. De consulent moet blij geven van persoonlijke en professionele kwaliteiten, en in het bijzonder van kennis in het domein van de veiligheid van de informatiesystemen en de bescherming van de gegevens.

De cumulatie met andere functies is slechts mogelijk voor zover hij over de nodige tijd voor de uitoefening van zijn opdrachten beschikt.

Al de opdrachten worden door één of meerdere personen waargenomen.

Art. 4. De keuze van de consulent mag niet kunnen uitlopen op een belangenconflict tussen zijn functie als consulent en andere functies die hij kan uitoefenen in het kader van de toepassing van de bepalingen van de wet op het politieambt en de privacywet.

De bevoegde overheid kan de functie van consulent niet uitoefenen.

Art. 5. Binnen de maand van zijn aanstelling deelt de bevoegde overheid de persoonsgegevens van haar consulent mee aan de Commissie en aan het Controleorgaan.

Art. 6. De consulent oefent zijn opdracht volledig onafhankelijk uit. Met betrekking tot de uitoefening van zijn opdrachten zoals bedoeld in de artikelen 9 tot 15 krijgt hij geen enkele instructie. Hij rapporteert rechtstreeks aan zijn bevoegde overheid. De overheid waarborgt dat de consulent zijn functie doeltreffend en onafhankelijk kan uitoefenen door hem te beschermen tegen ongepaste beïnvloeding en/of druk van elkeen, op welke wijze ook, rechtstreeks of onrechtstreeks, in het bijzonder wat de druk betreft voor het verkrijgen van informatie die verband houdt of kan houden met de uitoefening van zijn functie.

De uitoefening van zijn opdrachten mag geen belemmering vormen voor de loopbaan van de consulent.

De werkgever of de bevoegde overheid kan de overeenkomst met de consulent enkel beëindigen, een einde stellen aan de statutaire tewerkstelling van de consulent of hem verwijderen uit zijn functie om redenen die vreemd zijn aan zijn onafhankelijkheid of om redenen waaruit blijkt dat hij niet bekwaam is om zijn opdrachten uit te oefenen.

Art. 7. De consulent en iedere persoon die hem bijstaat verbinden zich ertoe het vertrouwelijk karakter te bewaren van alle informatie waarmee zij uit hoofde van hun functie in contact komen, en zijn verplicht, zelfs na het beëindigen van hun functie, om de informatie of de documenten die ze in de uitoefening van hun ambt hebben verworven en waarop omwille van hun aard een geheimhoudingsplicht rust, niet bekend te maken.

Art. 8. De consulent werkt nauw samen met de personen en diensten die zijn tussenkomst vragen, inzonderheid met de informatica-dienst.

En accord avec l'autorité compétente, il peut faire appel à un ou plusieurs collaborateurs et solliciter l'expertise nécessaire à l'exercice de ses missions tant au sein qu'en dehors de l'organisation.

Les articles 4 et 6 sont applicables à ses éventuels adjoints ou collaborateurs.

Le conseiller obtient de l'autorité compétente toute information nécessaire et adéquate à l'exercice de ses missions. Il reçoit de l'autorité qui l'a désigné les ressources nécessaires à l'exécution de ses missions.

Art. 9. Le conseiller :

1. gère la documentation nécessaire à la sécurité de l'information et à la protection de la vie privée;

2. veille à la sensibilisation des utilisateurs à la protection des données à caractère personnel et, en particulier, coopère avec le personnel chargé des procédures, de la formation et du conseil en matière de sécurité et de traitement des données;

3. promeut des activités d'évaluation des risques;

4. veille à l'application interne des dispositions de la loi sur la fonction de police, de la loi vie privée et de ses arrêtés d'exécution dont l'application de l'article 17 de la loi vie privée et de l'article 44/5 de la loi sur la fonction de police, examine la conformité des traitements des données (en ce compris l'enregistrement) avec les dispositions de la loi vie privée, de ses arrêtés d'exécution et de la politique de sécurité et vérifie les conditions de licéité du traitement;

5. participe à la plate-forme de la sécurité et de la protection des données;

6. est le point de contact pour l'exercice des droits des individus vis-à-vis des autorités de contrôle;

7. répond aux demandes de l'Organe de contrôle et de la Commission et, en particulier, les demandes visées à l'article 13 de la loi vie privée et, dans son domaine de compétence, coopère avec les autorités de contrôle.

Art. 10. Le conseiller conseille l'autorité compétente, à la demande de celle-ci ou de sa propre initiative, au sujet de tous les aspects de la sécurité de l'information et de la protection de la vie privée et fait les recommandations nécessaires.

Il communique par écrit tous les manquements constatés à l'autorité compétente concernée, assortis des avis nécessaires pour prévenir de tels manquements à venir.

Le conseiller assiste l'autorité compétente concernée dans le dialogue qu'elle mène avec toutes les parties impliquées en vue de gérer les problèmes de sécurité et de protection des données.

Art. 11. L'autorité compétente et toute personne qui de par sa fonction est impliquée dans le traitement de l'information collaborent avec le conseiller à l'analyse de risques de sécurité et de protection de la vie privée actuels et émergents et, en particulier, ceux qui pourraient avoir une incidence sur la résistance aux pannes des réseaux et des systèmes et sur leur disponibilité ainsi que sur l'authenticité, l'intégrité et la confidentialité des informations accessibles et transmises par leur intermédiaire. Il encourage des solutions interopérables de gestion des risques.

Art. 12. Lorsque les risques sont suffisamment importants, les avis s'expriment par écrit et sont motivés. Dans le délai requis par les circonstances, mais au maximum dans le mois, l'autorité compétente communique sa décision au conseiller. Si la décision s'écarte d'un avis écrit, elle doit être motivée et communiquée par écrit.

Art. 13. Le conseiller collabore aux solutions en matière de gestion des mesures de prévention et de protection au sein de l'organisation et établit une proposition de politique de sécurité et de la protection de la vie privée conforme aux dispositions de la loi vie privée et visée à l'article 44/3 de la loi sur la fonction de police.

Il communique ses propositions à l'autorité compétente qui adopte la politique de sécurité et de la protection de la vie privée spécifique à la zone ou à l'entité de la police fédérale concernée.

In overleg met de bevoegde overheid kan hij een beroep doen op één of meerdere medewerkers en de nodige expertise vragen voor de uitoefening van zijn opdrachten, zowel binnen als buiten de organisatie.

De artikelen 4 en 6 zijn van toepassing op zijn eventuele adjuncten of medewerkers.

De consulent verkrijgt alle nodige en geschikte informatie voor de uitoefening van zijn opdrachten van de bevoegde overheid. Hij ontvangt van de overheid die hem heeft aangewezen de middelen die voor de uitoefening van zijn opdrachten noodzakelijk zijn.

Art. 9. De consulent :

1. beheert de documentatie die nodig is voor de informatieveiligheid en de bescherming van de persoonlijke levenssfeer;

2. zorgt voor de sensibilisering van de gebruikers op het vlak van bescherming van de persoonsgegevens en werkt in het bijzonder samen met het personeel dat belast is met de procedures, de opleiding en het advies inzake veiligheid en verwerking van de gegevens;

3. bevordert risico-evaluatieactiviteiten;

4. zorgt voor de interne toepassing van de bepalingen van de wet op het politieambt, de privacywet en de uitvoeringsbesluiten ervan, waaronder de toepassing van artikel 17 van de privacywet en van artikel 44/5 van de wet op het politieambt, onderzoekt de overeenstemming van de gegevensverwerking (met inbegrip van het vastleggen) met de bepalingen van de privacywet, de uitvoeringsbesluiten ervan en het veiligheidsbeleid en gaat de voorwaarden voor de rechtmatigheid van de verwerking na;

5. neemt deel aan het platform voor de veiligheid en de bescherming van de gegevens;

6. is de contactpersoon voor de uitoefening van de rechten van het individu ten aanzien van de controleoverheden;

7. gaat in op de verzoeken van het Controleorgaan en van de Commissie en in het bijzonder de verzoeken bedoeld in artikel 13 van de privacywet, en werkt binnen zijn bevoegdheidsdomein samen met de toezichthoudende autoriteiten.

Art. 10. De consulent adviseert de bevoegde overheid op haar verzoek of op eigen initiatief over alle aspecten van de informatieveiligheid en de bescherming van de persoonlijke levenssfeer en doet de nodige aanbevelingen.

Hij deelt schriftelijk alle vastgestelde gebreken mee aan de betrokken bevoegde overheid, samen met de nodige adviezen om dergelijke gebreken in de toekomst te voorkomen.

De consulent staat de betrokken bevoegde overheid bij in de dialoog die zij met alle betrokken partijen voert om de problemen inzake veiligheid en bescherming van de gegevens te beheeren.

Art. 11. De bevoegde overheid en iedere persoon die door zijn functie betrokken is bij de informatieverwerking werken samen met de consulent aan de analyse van bestaande en nieuwe risico's in verband met de veiligheid en de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, en in het bijzonder de risico's die gevolgen kunnen hebben voor de veerkracht en de beschikbaarheid van de netwerken en systemen en voor de authenticiteit, integriteit en vertrouwelijkheid van de informatie die via deze netwerken en systemen toegankelijk wordt gemaakt en wordt verzonden. Hij stimuleert interoperabele oplossingen voor risicobeheer.

Art. 12. Het advies wordt schriftelijk en gemotiveerd uitgebracht wanneer de risico's voldoende ernstig zijn. Binnen de tijdspanne vereist door de omstandigheden, maar met een maximum van één maand, deelt de bevoegde overheid de consulent haar beslissing mee. In geval de beslissing van een schriftelijk advies afwijkt, dient ze te worden gemotiveerd en schriftelijk te worden meegedeeld.

Art. 13. De consulent werkt mee aan de oplossingen inzake beheer van de preventie- en beschermingsmaatregelen in de organisatie en formuleert een voorstel voor beleid met betrekking tot de veiligheid en de bescherming van de persoonlijke levenssfeer in overeenstemming met de bepalingen van de privacywet en bedoeld in artikel 44/3 van de wet op het politieambt.

Hij deelt zijn voorstellen mee aan de bevoegde overheid, die het beleid met betrekking tot de veiligheid en de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, eigen aan de zone of de betrokken entiteit van de federale politie, aanneemt.

Art. 14. En collaboration avec les personnes concernées, le conseiller établit un projet de plan pluriannuel qui s'aligne sur le plan national ou le plan zonal de sécurité en spécifiant les objectifs et les moyens nécessaires à sa réalisation. Ce projet est révisé au moins annuellement et adapté si nécessaire. Le projet de plan de sécurité est considéré comme un avis au sens de l'article 12.

Il adresse le projet de plan pluriannuel à l'autorité compétente concernée.

Art. 15. Le conseiller établit, au minimum une fois par an, un relevé global de ses activités reprenant :

- les demandes qui lui sont adressées sur base de l'article 9;
- les avis, les conseils et recommandations, les contrôles et les analyses visés aux articles 10 à 12.

Il adresse ce relevé à l'autorité compétente concernée.

CHAPITRE III. — *La plate-forme de la sécurité et de la protection des données*

Art. 16. Les conseillers sont membres de la plate-forme de la sécurité et de la protection des données visée à l'article 44/3, § 2, de la loi sur la fonction de police.

Art. 17. La plate-forme peut créer des groupes de travail afin de traiter des matières spécifiques et de favoriser le développement de connaissances utiles aux missions du conseiller.

Elle prend les initiatives nécessaires en vue d'uniformiser l'approche et l'appréhension de la sécurité et de la protection de la vie privée et de promouvoir le partage des compétences et des connaissances dans ces domaines.

Pour ce faire, elle peut faire appel à tout expert spécialisé dans le domaine de la sécurité de l'information et de la protection de la vie privée.

Art. 18. Les membres de la plate-forme s'organisent pour assurer un ou des points de contact.

Les membres de la plate-forme désignent en leur sein un ou des représentants chargés d'assurer leur représentation auprès du comité de coordination de la police intégrée visé à l'article 8ter de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux.

La plate-forme se réunit en fonction des besoins et au minimum une fois par an.

Art. 19. La plate-forme de la sécurité et de la protection des données élabore, au plus tard un an après sa création, un règlement d'ordre intérieur qui est soumis à l'approbation du ministre de l'Intérieur et du ministre de la Justice.

Le règlement d'ordre intérieur définit, notamment, les tâches et les modalités du fonctionnement du point de contact et d'un ou des représentants visés à l'article 18, les modalités d'échange entre la plate-forme et le comité de coordination de la police intégrée, ainsi que les autres modalités de fonctionnement de la plate-forme.

CHAPITRE IV. — *Dispositions finales*

Art. 20. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du troisième mois qui suit celui de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 21. Le ministre qui a l'Intérieur dans ses attributions et le ministre qui a la Justice dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 6 décembre 2015.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre
et Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur,

J. JAMBON

Le Ministre de la Justice,

K. GEENS

Art. 14. In samenwerking met de betrokken personen, stelt de consulent een ontwerp van meerjarenplan op dat in de lijn ligt van het nationaal of zonaal veiligheidsplan en waarbij de doelstellingen en de middelen die nodig zijn voor de verwezenlijking ervan worden gespecificeerd. Dit ontwerp wordt minstens jaarlijks herzien en indien nodig aangepast. Het ontwerp van veiligheidsplan wordt beschouwd als een advies in de zin van artikel 12.

Hij stuurt het ontwerp van meerjarenplan naar de betrokken bevoegde overheid.

Art. 15. De consulent stelt minstens een keer per jaar een globaal overzicht van zijn activiteiten op met vermelding van :

- de aanvragen die aan hem worden gericht op basis van artikel 9;
- de adviezen en aanbevelingen, de controles en de analyses bedoeld in de artikelen 10 tot 12.

Hij stuurt dit overzicht naar de betrokken bevoegde overheid.

HOOFDSTUK III. — *Het platform voor de veiligheid en de bescherming van de gegevens*

Art. 16. De consulenten zijn leden van het platform voor de veiligheid en de bescherming van de gegevens bedoeld in artikel 44/3, § 2, van de wet op het politieambt.

Art. 17. Het platform kan werkgroepen oprichten om specifieke materies te behandelen en de ontwikkeling te bevorderen van kennis die nuttig is voor de opdrachten van de consulent.

Het neemt de nodige initiatieven om de aanpak en het begrip van de veiligheid en de bescherming van de persoonlijke levenssfeer éérvormig te maken en het delen van competenties en kennis in deze domeinen te stimuleren.

Daartoe kan het een beroep doen op deskundigen die gespecialiseerd zijn in het domein van de informatieveiligheid en de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

Art. 18. De leden van het platform doen het nodige om in één of meerdere contactpunten te voorzien.

De leden van het platform wijzen in hun midden één of meerdere vertegenwoordigers aan die belast zijn met hun vertegenwoordiging in het coördinatiecomité van de geïntegreerde politie bedoeld in artikel 8ter van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus.

Naargelang van de behoeften en minstens één keer per jaar komt het platform samen.

Art. 19. Het platform voor de veiligheid en de bescherming van de gegevens stelt ten laatste één jaar na zijn oprichting een huishoudelijk reglement op dat wordt onderworpen aan de goedkeuring van de minister van Binnenlandse Zaken en de minister van Justitie.

Het huishoudelijk reglement bepaalt in het bijzonder de taken en werkingsmodaliteiten van het contactpunt en één of meerdere vertegenwoordigers bedoeld in artikel 18, de uitwisselingsmodaliteiten tussen het platform en het coördinatiecomité van de geïntegreerde politie, alsook de andere werkingsmodaliteiten van het platform.

HOOFDSTUK IV. — *Slotbepalingen*

Art. 20. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de derde maand na die waarin het is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 21. De minister bevoegd voor Binnenlandse Zaken en de minister bevoegd voor Justitie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 6 december 2015.

FILIP

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken,

J. JAMBON

De Minister van Justitie,

K. GEENS